

Simultanea nuova - it - W

25/6/96

SESS. EST., 2° APP.

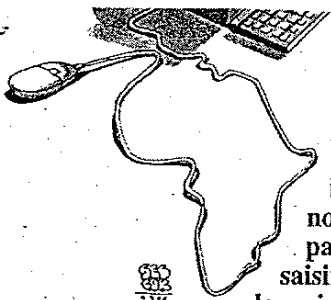
INT. SIM. FRA. → ITA.

ANNO 4°

TESTO ①

LEGGE: LEBHAR POLITI

TL = 7'30"



Si la progression du réseau Internet est spectaculaire au Nord, elle l'est encore davantage dans le Sud. Malgré les immenses difficultés, dues notamment au nombre réduit de lignes téléphoniques, les pays en voie de développement cherchent à se saisir de ces nouvelles technologies pour rompre leur isolement, notamment en matière scientifique. Encore faut-il qu'Internet ne soit pas subordonné aux seuls intérêts mercantiles et que les chercheurs puissent jouer, dans son extension, le même rôle décisif qu'aux États-Unis ou en Europe.

Par PASCAL RENAUD et ASDRAD TORRÈS *

L'irruption tonitruante du secteur commercial sur Internet a largement accru le nombre de personnes ayant accès à ce réseau. Pourtant, le principal moteur de son extension géographique reste le milieu de la recherche. Presque tous les pays sont concernés, à l'exception d'une petite trentaine, en majorité africains, qui demeurent totalement à l'écart (1).

Les dernières statistiques publiées par Internet Society (2) montrent que le taux de progression est nettement plus élevé au Sud qu'au Nord (3), notamment en Afrique. Alors que ce taux fléchit en Amérique du Nord, une nouvelle vague de pays font leurs premiers pas dans le réseau des réseaux. Il s'agit essentiellement de pays à revenu intermédiaire ou « émergents » d'Amérique latine et d'Europe de l'Est.

Pour encourageants que soient ces chiffres, ils ne doivent pas faire oublier le vertigineux décalage entre le Nord et le Sud en matière d'équipement et notamment du nombre de machines installées. Que pèsent, par exemple, les mille ordinateurs reliés à Internet en Chine face aux quatre millions recensés aux États-Unis ? Cet écart trouve en partie son origine dans les niveaux de développement. Mais la stratégie politique, économique et militaire des grandes puissances a considérablement ralenti la dissémination des techniques informatiques. Voici moins de cinq ans, la plupart des logiciels et des matériels sur lesquels Internet est fondé étaient encore considérés comme « technologies sensibles ». Ainsi, le département américain de la défense soumettait-il à de sévères restrictions d'exportation les stations de travail (4) qui constituent les nœuds du réseau et les modem indispensables à la transmission des données.

La pénurie n'altère nullement la

volonté des pays du Sud de s'approprier les technologies des autoroutes de l'information. Elle entraîne un usage intensif des moyens existants que ne reflètent pas les chiffres bruts. Chaque accès à Internet devient une ressource précieuse. A Tunis ou à Lima, toutes les machines reliées au réseau sont utilisées, ce qui est loin d'être le cas en Allemagne et aux États-Unis. De plus, le moindre ordinateur personnel héberge des dizaines de boîtes aux lettres que les utilisateurs viendront consulter successivement. Cette adaptation des pratiques est particulièrement frappante en Amérique latine et en Europe de l'Est où elle se double – plus qu'ailleurs – d'une appropriation culturelle. Une courte promenade dans le cyberspace aurait pu montrer aux conseillers de M. Jacques Chirac pour le sommet de la francophonie, qui s'est tenu du 2 au 4 décembre 1995 à Cotonou (Bénin), qu'Internet est loin de se cantonner à l'« anglo-américain ». Il se conjugue en de nombreuses langues : espagnol (5), portugais (6), russe (7), japonais (8)...

Au Sud, la meilleure illustration de cette double adaptation est fournie par les pays andins. En 1991, il n'y existait aucune liaison avec Internet ou tout autre réseau de la recherche. En 1996, presque toutes les universités sont interconnectées, disposant de tous les services interactifs et notamment du World Wide Web, la « toile d'araignée mondiale », que les Québécois ont baptisée la « Toile ». Et lorsqu'on s'aventure sur les serveurs du Pérou, d'Equateur ou de Bolivie, en dehors d'une page de présentation, il y est bien plus difficile d'y trouver de l'anglais qu'en France !

L'Afrique n'est pas exclue du cyberspace. Certes, une quinzaine de pays restent totalement absents d'Internet, mais ils ne seront plus que cinq ou six en

1996, si l'on en croit l'état d'avancement des projets et le succès rencontré par les inforoutes dans les milieux universitaires, culturels et même économiques. Malgré des infrastructures de télécommunication peu développées (le nombre de téléphones est généralement inférieur à un pour cent habitants), plusieurs projets engagés dès le début des années 90 – portés notamment par les établissements de coopération scientifique tels que l'Orstom – France (9) et des organisations non gouvernementales telles que l'Institut de l'Éducation – ont permis à des pays parmi les moins avancés de faire leurs premiers pas sur le réseau. Au total ce sont plusieurs centaines d'organismes, notamment universitaires, qui en bénéficient.

Cette association de l'Afrique au cyberspace reste bien modeste et les services sont généralement réduits à l'échange de courrier électronique. Les coûts des télécommunications y sont trop élevés pour que les usages puissent se généraliser, même au sein de la communauté restreinte des chercheurs et universitaires.

1139/A

02-1139-A-SIM-3